

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 5 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JELD WEN

**ZI DU THEIL
19200 Ussel**

Références : 2026-02-05 UiD192026-0015r georisques

Code AIOT : 0006000382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement JELD WEN implanté ZI DU THEIL BP 45 19200 Ussel. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JELD WEN
- ZI DU THEIL BP 45 19200 Ussel
- Code AIOT : 0006000382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Jeld Wen exploite des installations d'encollage (2940) et de travail du bois (2910) afin de fabriquer des blocs-portes. Elle exploite aussi une installation de combustion classée 2910B.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des rejets de la chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité des installations électriques	AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Limitation de l'émission de polluants dans les eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 2.1.1 et 4.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires au traitement des non-conformités affectant ses installations électriques, permettant ainsi de proposer de lever les arrêtés de mise en demeure et d'astreinte pris pour l'encadrement de cette problématique.

D'autre part, des actions sont à réaliser afin d'effectuer un suivi des émissions atmosphériques de la chaudière conformément à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2026
Prescription contrôlée : Vérification et entretien des installations électriques
Constats : <p>Le traitement des non-conformités affectant les installations électriques de la société Jeld-Wen à Ussel dure depuis plusieurs années et est encadré de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- par un arrêté préfectoral de mise en demeure signé en date du 22 mars 2022 ;- puis par un arrêté préfectoral d'astreinte administrative signé en date du 29 janvier 2025 compte-tenu du constat de non-respect de la mise en demeure susmentionnée ; <p>Il est à mentionner que l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative prévoyait un sursis à exécution jusqu'au 15 janvier 2026.</p> <p>L'objectif de l'inspection du 3 février 2026 était de vérifier le traitement complet des défauts affectant les installations électriques de la société Jeld-Wen. Ces défauts avaient notamment été révélés par un rapport de contrôle signé en date du 28 septembre 2021.</p> <p>Afin de justifier de la résorption de ces écarts et de valider la bonne réalisation des travaux réalisés, la société Jeld-Wen a transmis en amont de l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un rapport de contrôle des installations électriques signé en date du 24 septembre 2025 et faisant mention de 21 défauts résiduels ;- un rapport de contrôle signé en date du 28 novembre 2025 levant 19 des 21 défauts résiduels du précédent rapport et mentionnant que les travaux étaient en cours pour les deux derniers défauts affectant un poste HT ;- un compte-rendu des travaux effectués sur le poste HT, permettant de justifier de la levée des deux derniers défauts affectant le poste HT. <p>L'analyse des documents transmis par la société Jeld-Wen et la visite de terrain effectuée lors de l'inspection objet du présent rapport permet de valider le traitement, à date, des défauts électriques ayant affecté les installations de la société Jeld Wen par le passé. Ce point n'appelle plus de remarques particulières de la part de l'Inspection. L'Inspection des installations classées propose donc à M. le Préfet de lever les arrêtés préfectoraux de mise en demeure et d'astreinte administrative susmentionnés. Aucune liquidation n'est proposée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 2 : Limitation de l'émission de polluants dans les eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 2.1.1 et 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 26/02/2025
Prescription contrôlée : Diminution des polluants à la source
Constats : <p>L'exploitant a transmis dans le cadre l'inspection objet du présent rapport la procédure de nettoyage des 2 encolleuses du site. La visite de terrain a permis de constater que le caniveau autrefois utilisé pour vider les sceaux de colle usagés est désormais inaccessible et que ces sceaux étaient désormais vidés dans des "GRV" puis traités en tant que déchets. Ce point n'appelle plus de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets de la chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de la chaudière
Prescription contrôlée : <p>Réalisation des contrôles périodiques des rejets de la chaudière biomasse (2910B) soumise à enregistrement</p>
Constats : <p>Dans le cadre de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyse des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse exploitée sur site. Ce rapport est signé en date du 7 novembre 2025 et porte sur des essais réalisés le 14 octobre de la même année. Le rapport indique que seuls les oxydes d'azote de le dioxyde de soufre ont été recherchés. La surveillance est donc incomplète.</p> <p>En effet, cette chaudière, compte-tenu de sa puissance (2MW) et de l'utilisation de combustible biomasse de type b)v) (déchets de bois) au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), est soumise au régime de l'enregistrement au sein de la rubrique 2910-B-1. L'exploitant a donc l'obligation de faire surveiller au moins une fois par an les polluants mentionnés aux articles 58 et 62 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié applicable aux installations de combustion soumises à enregistrement (périodicité définie à l'article 76 du même arrêté).</p> <p>Afin de faciliter l'interprétation de ces articles et compte-tenu des caractéristiques de la chaudière (Mise en service en 2021, combustible biomasse b)v), puissance de 2 MW et temps de fonctionnement >500h/an), les polluants à surveiller et les valeurs limites d'émissions associées sont rappelées en annexe du présent rapport.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit faire analyser, avant la fin de la période hivernale 2025/2026, l'ensemble des polluants réglementés à la sortie de la cheminée de la chaudière exploitée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois